



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Suicides à la DGFIP : conditions de travail et responsabilité de l'État

Question écrite n° 9342

Texte de la question

Mme Sophia Chikirou attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la multiplication préoccupante des suicides au sein de la direction générale des finances publiques (DGFIP). Selon plusieurs sources syndicales et journalistiques concordantes, au moins 14 agents de la DGFIP se seraient donné la mort entre le 1er janvier et le 5 juillet 2025, contre 9 suicides recensés pour l'ensemble de l'année 2024. Cette alerte a été rendue publique par le syndicat Solidaires Finances Publiques dans un communiqué publié le 3 juillet 2025, qui faisait état de 12 suicides et 9 tentatives sur cette période. Le 8 juillet 2025, plusieurs médias nationaux (BFMTV, RTL, *Le Monde*) ont confirmé ces chiffres et évoqué, pour certains, 13 ou 14 suicides, dont au moins deux survenus directement sur le lieu de travail. Ces événements tragiques ont suscité une vive inquiétude au sein des services. Ces drames s'inscrivent dans un contexte de désorganisation prolongée, marqué par des restructurations continues, une réduction drastique des effectifs – près de 32 000 suppressions de postes entre 2008 et 2024 –, une charge de travail croissante et une perte de sens ressentie par de nombreux agents. Le 4 juillet 2025, dans une lettre ouverte, Solidaires Finances Publiques a dénoncé un « mal-être institutionnalisé », l'absence de reconnaissance du lien entre travail et souffrance psychologique, ainsi que l'inaction de la direction générale face à une situation qualifiée de « catastrophe humaine ». Malgré l'ouverture annoncée d'enquêtes internes, le ministre a, le même jour, mis en doute publiquement l'existence d'un lien direct entre les suicides et les conditions de travail, ce qui a renforcé la colère syndicale. Dans ce cadre, elle lui demande de bien vouloir confirmer les chiffres précis de suicides et de tentatives recensés à la DGFIP depuis janvier 2025 et d'indiquer quelles mesures concrètes et immédiates ont été mises en œuvre pour prévenir de nouveaux drames et répondre à cette crise psychosociale. Elle souhaite également savoir si une enquête indépendante sera diligentée sur les causes profondes de ces suicides et si le Gouvernement entend ouvrir une véritable négociation avec les représentants syndicaux en vue de l'élaboration d'un plan d'urgence social, comprenant une révision des objectifs assignés, une amélioration des conditions de travail et une reconstitution des effectifs dans les services les plus fragilisés.

Données clés

Auteur : [Mme Sophia Chikirou](#)

Circonscription : Paris (6^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9342

Rubrique : Fonction publique de l'état

Ministère interrogé : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Ministère attributaire : [Comptes publics](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 août 2025](#), page 7094